DEPARTEMENT DE L'ARDECHE - ARRONDISSEMENT DE PRIVAS

COMMUNE DE CRUAS

Extrait Du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

PROCES VERBAL

Session : Ordinaire

Membres En Exercice : 23 Présents : 20 Procuration : 3 Votants : 23

L'An Deux Mille Vingt-Trois, le quinze juin, dans la Salle du Conseil, le Conseil Municipal, sur convocation faite le neuf juin mille vingt-trois, s'est réuni sous la Présidence de Madame Rachel COTTA, Maire.

Présents : Mme COTTA Rachel, M. REYNAUD Bernard, Mme MASSELLO Elodie, Mme PLANCHON Joëlle, M. PERRIN Mathieu, Mme DE VAULX Emily, M. MADEIRA Antonio, M. JARNIAS Dominique, Mme COLOGNAC Régine, M. ROUBY François, M. FERROUSSIER Franck, Mme KWIATKOWSKI Stéphanie M. GUERBAS Nasser, Mme QUINTEIRO Sandrine, Mme HAOND Claudette, M. MORELLI Pierre, M. TOUATI Philippe, M. PEILA Jean-Marc, Mme ALES Mallory, Mme PUAUX Mylène.

Absents avec procuration :

Mme Natacha BONNEFOI a donné procuration à M. Bernard REYNAUD.

M. Serge GALVÉ a donné procuration à M. Antonio MADEIRA.

M. Fabrice CARTA a donné procuration à Mme Rachel COTTA.

Après le vote de la première délibération, Madame MASSELLO a quitté l'assemblée et a donné procuration à M Nasser GUERBAS

SUBVENTION AUX ASSOCIATIONS ET ORGANISMES – ANNEE 2023

Elodie MASSELO :

Le conseil municipal est invité à se prononcer sur l'attribution des subventions aux associations pour l'année 2023.

Les associations présentes à Cruas constituent des acteurs incontournables pour l'accès au, sport, à la culture, aux loisirs et pour le bien vivre ensemble. Elles contribuent au rayonnement de notre ville, par la mise en place de manifestations, de compétitions mais aussi d'actions éducatives.

Globalement, nous pouvons constater que les effets négatifs liés à la crise sanitaire sont derrière nous et que la dynamique associative est de retour. Le calendrier des festivités associatives 2023 et là pour en témoigner.

Afin de formaliser les demandes de subventions, la municipalité a fait le choix de demander aux associations de formuler leur demande avec le Cerfa n° 12156*05. Cette procédure est certes plus contraignante mais elle permet de mieux déterminer les besoins de chaque association.

Pour l'année 2023, nous avons recensé 91 associations actives sur notre commune. Parmi celles-ci, 47 ont sollicité un soutien financier de la ville pour un montant total de 250.457,51 €.

Pour rappel :

⇒ Les critères d'attribution de subvention annuelle à une Association sont les suivants :

- Analyse de sa capacité de couverture des frais de fonctionnement
- Prise en charge de 60 % des frais de formation de ses bénévoles (avec un plafond de 1.100 euros)
- Projets spécifiques 2023
- Pour une école de Sport
 - Soutien aux transports
 - 30 euros par enfant inscrit

⇒ Si la subvention dépasse le montant de 23 000 €, l'association bénéficiaire et l'organisme qui la subventionne doivent conclure une convention.

Cette année nous avons aussi souhaité accompagner les sportifs de haut niveau de notre territoire qui nous ont sollicité car ils sont de véritables ambassadeurs de notre commune.

La présentation détaillée du tableau des subventions est faite par l'Adjointe aux Associations et aux sports.

Subventions 2023

Sport et loisirs		
	Associations	Propositions Elus
1	ACCA St Hubert Cruas	16 500,00 €
2	Ecurie d'Hestia	1 520,00 €
3	Club de lutte de Cruas	3 500,00 €
4	Tennis Club	10 000,00 €
5	Ancre	4 000,00 €
6	La Gaule Cruassienne	4 350,00 €
7	Les Piaftards	1 000,00 €
8	Crule Danse	1 500,00 €
9	Association Sportive Bouliste Cruassienne	1 500,00 €
10	La Petite Boule	3 400,00 €
11	Les Diables Rouges	1 200,00 €
12	RC Cruas	12 000,00 €
13	Aquaclub	3 300,00 €
14	Foyer Jeunes Education Populaire	20 000 €
15	Promotion du tir sportif	500,00 €
16	Amicale des Sapeurs Pompiers de Cruas	20 000,00 €
17	Vélo Club St James	3 650,00 €
18	Comité des Fêtes	1 500,00 €

19	AAACCM	100,00 €
20	Vovinam	2 600,00 €
21	Shoot Again	600,00 €
22	Team Cruas Sport	2 000,00 €
23	Cruas Triathlon	970,00 €
Total Sport et Loisirs		115 690,00 €
Culture		
27	Poetes et écrivains	500,00 €
28	Patincoufin	1 500,00 €
29	Decibel 07	300,00 €
Total Culture		2 300,00 €
Education		
30	APEL des Roches	2 300,00 €
31	Sou des Ecoles	5 600,00 €
32	Asso Sportive du college Albert Mercoyrol	3 000,00 €
33	Prévention Routière	400,00 €
34	OGEC	80 117,51 €
Total Education		91 417,51 €
Caritatif		
35	Vaincre la Mucoviscidose	150,00 €
36	Don du Sang	250,00 €
37	Ligue contre le Cancer Ardèche	150,00 €
38	Une rose un espoir	400,00 €
39	Téléthon Cruas	1 200,00 €
40	APEHOB	150,00 €
41	AFSEP	150,00 €
Total Caritatif		2 450,00 €
Social et mémoire		
42	Le Terreau	3 000,00 €
43	Entraide personnel communal	20 000,00 €
44	Secours Populaire	12 000,00 €
45	FNACA	400,00 €
46	ARAC	200,00 €
47	Association Cruas Loisirs	3 000,00 €
Total Social et mémoire		38 600,00 €
Total 2023		250 457,51 €

Vous trouvez ensuite, les associations qui n'ont pas sollicité de subvention

48	Badminton
49	ardeche automobile historique
50	cruas plaisance 07-cap 07
51	canicross
52	Team rally 07
53	Team paddock
54	union cycliste cruassienne
55	Les gars de sporting
56	Soca danse
57	Air soft
58	yoga
59	elisa medicoptère
60	Amitié cruas zidré
61	Cruas Patrimoine en fête
62	soirée pertinence
63	123 soleil
64	jade'r
65	a vous de jouer
66	edition traversé
67	libre pensée
68	plume et mémoire
69	les gardiens de la fée
70	les petits frères des pauvres
71	amicale des anciens eleves cruassiens
72	Barrès association festival
73	cruas en scène
74	amicale des mutilés
75	la croix rouge
76	la croix bleu
77	fédération des œuvres laïques
78	parkinson
79	centre régional cancer
80	Musée départemental de la résistance
81	les relais du cœur

82	banque alimentaire
83	privas équitation
84	USEP ARDECHE
85	SKI CLUB MONT CEVENOLS
86	Musée des Sports
87	SC Cruas
88	les amis André Auclair
89	MFR famille rurale de balan
90	Atout jeunes
91	CAPER
92	ITEP Pont Brillant
93	Association Arc en Ciel
94	ADAPEI

Philippe TOUATI

Des remarques. On constate à la vue de ce tableau une baisse régulière et constante des subventions aux associations.

Vous incluez dans vos subventions l'OGEC, ce qui vous permet d'affirmer un total de 250 457,51 €. C'est réel terme de lignes comptables mais ce n'est pas tout à fait vrai en termes de subvention aux associations. Rappelons quelques chiffres importants pour rappeler que les subventions sont en baisse régulière, hors OGEC :

2018 : 325.000
2019 : 300.000
2020 : 317.000
2021 : 185.000
2022 : 172.000
2023 : 168.000

Et là-dedans, il y a une part pour les festivités. 16.500 euros pour la fête du chien et de la chasse. 20.000 euros pour l'Amicale des sapeurs-pompiers pour le 14 juillet. 4.000 euros pour la fête du port (et je suis surpris pour l'ANCRE).

L'OGEC c'est l'association qui gère l'école privée, école catholique parce qu'elle n'a plus rien de privé. Et dans le cadre du contrat d'association, la loi impose aux communes de reverser l'équivalent de ce qu'elle verse aux enfants des écoles publiques. Chaque enfant de l'école publique a un coût et la subvention est versée en fonction du nombre d'élèves.

Si le dynamisme c'est grâce aux associations, alors il faut les soutenir.

Cela c'est la remarque générale. On a aussi quelques questions.

Au moins deux associations nous interpellent : le comité des fêtes, qui n'apparaît pas. Excusez-moi c'est une erreur.

L'autre c'est le SC Cruas. Nous souhaitons avoir un point spécifique sur cette association.

ELODIE MASSELLO

Dans la majorité des cas nous avons répondu aux demandes des associations. Donc il y a une prise de conscience des associations et que la Mairie n'est peut-être pas la Banque de France.

Philippe TOUATI

Je souhaite que ces propos soient retracés dans le compte rendu

E. MASSELLO

Tu disais Philippe que la Mairie n'est pas là que pour financer. Et maintenant ils vont aussi rechercher vers des sponsors.

Rachel COTTA

Sur l'OGEC, l'association a toujours été intégrée au tableau des subventions depuis 2019 dans notre comparatif. Mais que l'on prenne avec ou sans OGEC, il n'y a pas de grosse baisse.

En 2023 250.000 sans le SC Cruas

2019 : 317.000 euros

2020 : 296.000 euros

2021 : 264.000 euros

2022 : 229.000 euros

Et je rappelle que pendant ces années il y a eu le COVID. Donc il n'y a pas eu de baisse radicale.

P TOUATI

Pour 2020 j'ai 317.000 euros hors OGEC.

Nous avons repris les délibérations, et nous avons nos chiffres.

R COTTA

Je pense qu'on est plus transparent. Avec notre agent comptable, on a un suivi précis, surtout depuis 2 ans. Maintenant on a une comptabilité analytique.

Concernant les festivités, l'an passé on nous a conseillé d'intégrer les festivités dans les subventions. Et c'est ce que vous faisiez. Et en effet, ce n'est pas représentatif. Ce qu'on va faire l'an prochain, comme pour l'ANCRE comme tu l'as remarqué, c'est ne pas intégrer les festivités. Car il est plus judicieux que nous payons directement les fournisseurs pour négocier les prix. Et mieux gérer l'argent public.

On a accompagné les associations pour remplir le CERFA et on les aide pour faire des demandes de subvention au département et à la région. Ce qui ne se faisait pas avant. Et les associations sont conscientes de tout ce qui se fait à côté. Car on ne parle de la logistique ni de l'accompagnement. Et ils sont ravis.

P. TOUATI

Je suis prêt à avoir une confrontation avec vous sur les chiffres.

Nasser GUERBAS

Avant de préciser la situation du club de FOOT au 15-06-23, je vous rappelle l'historique :

- La convention de subvention a été signée le 9 novembre 2020 pour la période 2021-2022-2023.

Objectif : assurer la pérennité des missions éducatives du club et garantir l'équilibre financier.

Ces 2 objectifs ont été validés par le SCC et les dirigeants nous ont présentés un budget prévisionnel à l'équilibre pour les 3 années 2021, 2022, 2023.

Une subvention de 150.000 euros pour 3 ans est donc accordée couvrant les besoins financiers du club.

Pour rappel : le club a demandé que la subvention de 150.000 euros accordées pour les 3 ans, et qu'elle soit répartie comme suit :

- 80.000 € en 2021
- 35.000 € en 2022
- 35.000 € en 2023

- L'article 6 de la convention prévoit que l'association doit communiquer à la Commune dans les six mois de la clôture de chaque exercice :

- - Un compte rendu financier permettant de retracer de façon fiable l'emploi de la subvention ;
 - Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes de l'association ;
 - Le rapport d'activité.

- L'association n'a jamais transmis ces éléments pour les années 2021, 2022 (et 2023 mais le délai de six mois n'est pas encore expiré).
- La Commune a rencontré l'association à plusieurs reprises (réunions du 18.07.2022, 21.10.2022, 9.03.2023)
- Des courriers lui ont été adressés pour solliciter l'envoi de ces documents (courriers en date du 6.07.2022, du 9.09.2022 et du 20.03.2023).
- Malgré les courriers et les engagements pris depuis presque un an par le Président de l'association d'adresser à la Commune le compte rendu financier, les comptes annuels et le rapport d'activité pour les années 2021 et 2022, la Commune n'a jamais reçu le moindre élément.
- La Commune a, par ailleurs, été informée que l'association avait émis de nombreux chèques non provisionnés.
- Des parents se sont plaints de cotisation versée pour un tournoi qui n'a pas eu lieu.
- Au cours de la réunion du 9.03.2023, le Président de l'association a lui-même indiqué financer sur ses fonds propres certaines dépenses de l'association.
- La Commune n'a aucune visibilité sur l'état des comptes de cette association dont il apparaît qu'elle risque d'être en état de cessation de paiement.

- La Commune n'a au demeurant reçu, à ce jour, aucune nouvelle demande de subvention de la part de l'association pour l'exercice 2023/2024.
- Aussi, et soucieuse d'assurer la pérennité de l'activité de cette association et en l'absence de transmission de tout rapport financier, des comptes annuels de l'association et du rapport d'activité permettant de s'assurer de la bonne utilisation des deniers publics et de la viabilité financière de cette association, la Commune a été contrainte de saisir le Tribunal Judiciaire de Privas pour que soit désigné un administrateur provisoire afin de pouvoir bénéficier d'un compte rendu financier et d'un rapport d'activité fiable et transparent notamment sur l'état financier réel de cette association (l'assignation a été signifiée le 17.05.2023).
- Une première audience à laquelle n'était ni présent, ni représentée l'association a eu lieu le 8.06.2023 et la décision a été mise en délibéré au 29.06.2023.
- Il s'avère toutefois que le Président de l'association, s'est rendu à l'audience du 8.06.2023 avec plusieurs heures de retard et une fois le dossier clôturé obligeant le Président du Tribunal à refixer une date pour évoquer à nouveau ce dossier au 15.06.2023 pour entendre en ses explications le Président du SCC.
- Ce matin a eu lieu l'audience au cours de laquelle a été entendu le Président du SCC, qui a reconnu que l'association était en difficulté financière et a indiqué qu'il « *n'avait rien contre* » la désignation d'un administrateur provisoire ainsi que le Conseil de notre Commune qui a défendu la volonté de notre Commune de pérenniser l'activité de cette association. Le Président du Tribunal Judiciaire a maintenu son délibéré au 29.06.2023.
- Si le Président du Tribunal Judiciaire devait faire droit à la demande de la Commune, un administrateur provisoire sera désigné. Celui-ci aura pour mission de prendre toute décision permettant d'assurer la pérennité de l'activité de l'association. Il lui appartiendra de convoquer les organes de l'association. Il procédera à un audit financier de l'association. Il sera un interlocuteur fiable pour la Commune et l'administrateur provisoire, sur la base d'un budget prévisionnel sérieux et fiable, pourra évidemment solliciter une subvention de la part de la Commune qui analysera avec attention une telle demande.

P TOUATI

Merci pour cette clarification.

Pierre MORRELI

C'est important qu'à la rentrée de septembre les gamins puissent encore jouer au ballon.

N. GUERBAS

Si on a fait tout ça c'est pour que le club puisse continuer. Sinon le club fermait. Le SC CRUAS c'est notre club à tous.

P TOUATI

C'est très clair.

Évidemment on va voter pour les subventions. Mais on dénonce une fois de plus l'investissement de la commune. Ça représente moins d'1% du budget (18M€).

R COTTA

On fait de grosses économies pour réaliser un projet très attendu par tous : une nouvelle piscine. Et beaucoup d'associations sont concernées. Tout le monde a bien compris qu'il faut bien gérer notre budget.

Le Conseil municipal, après avoir délibéré :

- Approuve le tableau global des subventions aux associations pour un montant total de 248.957,51 € pour l'année 2023 ; celui-ci étant annexé à la présente délibération.
- DIT que les crédits correspondants sont inscrits au chapitre 65 article 6574 du budget primitif 2023.

Vote à l'unanimité

PARTAGE DE LA TAXE D'AMÉNAGEMENT AU PROFIT DE LA CC ARC

Stéphanie KWIATKOWSKI :

Madame le Maire indique que la taxe d'aménagement a été instituée pour financer l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisation et de renouvellement urbain, et se traduit notamment par la réalisation d'équipements publics (réseaux, voiries, superstructures...).

Elle se divise en deux parts :

- La part communale de la taxe sert à financer les équipements publics (voiries, école, transports...) liés au développement de la commune.
- La part départementale finance les actions de protection des espaces naturels sensibles, et le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE).

La taxe d'aménagement porte sur les opérations de construction, reconstruction et agrandissement d'un bâtiment, les installations ou aménagements de toute nature, nécessitant l'obtention d'une des autorisations d'urbanisme suivantes : permis de construire, permis d'aménager, autorisation préalable.

La taxe d'aménagement est due pour toute création de surface de plancher close et couverte dont la superficie est supérieure à 5 m² et d'une hauteur de plafond supérieure ou égale à 1,80 mètre, y compris les combles et les caves.

Jusqu'à présent, le taux en vigueur sur la commune de Cruas est de 1%, les abris de jardin soumis à déclaration sont exonérés depuis 2016 et un taux de 2,5% a été institué en en 2018 pour la zone

d'activité des Ramières afin d'homogénéiser le taux d'aménagement applicable à l'ensemble des zones d'activités économiques sur le territoire intercommunal.

Par délibération du 6 décembre 2022, la CC Ardèche Rhône-Coiron a rappelé qu'elle contribuait à l'aménagement public du territoire et de citer à titre d'exemple :

- Le déploiement en cours de la fibre optique FTTH,
- L'aménagement, l'entretien et la commercialisation des ZAE (déficit des budgets annexes),
- Le déficit d'opération lié à participation à la réalisation de la ViaRhôna, la réalisation de la voie douce de la Payre et de la future voie verte Alba La Romaine-Le Teil....

À ce titre, elle sollicite auprès des communes membres de la CC ARC le reversement d'une partie de la taxe d'aménagement à l'EPCI compte tenu de la charge des équipements publics relevant de ses compétences.

Dans ces conditions, elle propose aux communes membres de la Communauté de communes Ardèche Rhône-Coiron ayant institué un taux de taxe d'aménagement et à la Communauté de Communes Ardèche Rhône-Coiron de délibérer de manière concordante, afin de définir les reversements de taxe d'aménagement communale à l'intercommunalité.

La CC ARC propose qu'à compter de l'année 2024, pour l'ensemble des communes le reversement annuel d'un produit de TA égal à :

Produit TA = Bases Taxables Nouvelles de l'Année N assujetties à La TA X Taux de TA de 1% (sauf si la commune dispose d'un taux inférieur à 1% et dans ce cas ce taux communal sera applicable).

Ce produit ne tient pas compte du produit de TA reversé pour les communes concernée à la Communauté de communes Ardèche Rhône-Coiron sur les ZAE.

Il est précisé enfin que le vote, la révision des taux de TA ainsi que la mise en place d'exonération relèvent de la seule décision des communes.

Madame le Maire vous propose :

- D'APPROUVER le reversement annuel de taxe d'aménagement des communes à la communauté de Communes Ardèche Rhône Coiron, dans les conditions précitées, soit 1% du produit de la TA ;
- D'AUTORISER Madame le Maire à signer la convention de reversement de la Taxe d'Aménagement ci-annexée,
- DE DONNER pouvoir à Madame le Maire pour toutes les démarches et signatures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

R COTTA

Ce sujet a été débattu lors du conseil communautaire.

Vote à l'unanimité

MOFIDICATION DU TAUX DE LA TAXE D'AMÉNAGEMENT

BERNARD REYNAUD

Madame le Maire rappelle qu'en 2010, en vertu de l'article L1635 quater A du Code Général des Impôts, une taxe d'aménagement a été instituée de plein droit dans les communes dotées d'un plan local d'urbanisme (PLU). La loi a précisé que le taux ne peut être inférieur à 1 % et ne peut excéder 5 %, à l'exception des secteurs où des travaux d'aménagements importants sont nécessaires.

A Cruas, le taux de la taxe d'aménagement a été maintenu à 1 %.

Le 8 Novembre 2016, le Conseil Municipal de Cruas a délibéré afin d'exonérer de manière totale les abris de jardins soumis à déclaration.

Le 13 novembre 2018, le Conseil municipal a fixé le taux de la taxe d'aménagement applicable dans la zone d'activités « Les Ramières » à 2,5%.

Suite à la demande de la CC ARC aux communes de l'intercommunalité de lui reverser 1% du produit de la taxe d'aménagement, au regard des équipements publics réalisés, et suite à l'accord donné par le Conseil municipal à cette demande,

Et afin de préserver les finances communales,

Madame le Mairie propose :

- de fixer à 2% le taux de la part communale de la taxe d'aménagement sur l'ensemble du territoire communal ;
- de maintenir les exonérations existantes ainsi que le taux applicable à la zone d'activité des Ramières.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

- Décide de fixer à 2% le taux de la part communale de la taxe d'aménagement sur l'ensemble du territoire communal.
- Décide de maintenir les exonérations existantes ainsi que le taux spécifique appliqué à la ZAE des Ramières
- DIT que La présente délibération est valable pour une durée de 3 ans. Toutefois, le taux et les exonérations fixés ci-dessus pourront être modifiés tous les ans.

Cette délibération est transmise au service de l'État chargé de l'urbanisme dans le département au plus tard le 1er jour du 2ème mois suivant son adoption.

Ce taux de 1% est imposé d'office lorsque la commune n'a jamais délibéré sur ce taux. Aucune réflexion n'a été faite sur la mise en place d'une taxe sur les aménagements de nos quartiers. La commune de Cruas est la seule à ne pas avoir modifié sa Taxe d'Aménagement depuis son instauration, et être restée au taux de base de 1%.

À titre de comparaison :

COMMUNE	Secteur	Taux de TAM applicable pour le calcul de la part communale ou départementale (en %)
ALBA LA ROMAINE	Secteur droit commun	3,00%
ALBA LA ROMAINE	Secteur 1 (ZA du Moulinas)	2,50%
AUBIGNAS	Secteur droit commun	3,50%
AUBIGNAS	Secteur 1 (ZA Fongiraud)	2,50%
BAIX		2,50%
CRUAS	Secteur droit commun	1,00%
CRUAS	Secteur 1 (ZA Les Ramières)	2,50%
MEYSSE	Secteur droit commun	2,00%
MEYSSE	Secteur 1	7,50%
MEYSSE	Secteur 2 (ZA Drahy)	2,50%
MEYSSE	Secteur 3	5,00%
ROCHEMAURE	Secteur droit commun	2,50%
ROCHEMAURE	Secteur 1	5,00%
SAINT-BAUZILE		3,00%
SAINT-LAGER-BRESSAC		2,00%
SAINT-MARTIN-SUR-LAVEZON		2,50%
SAINT-PIERRE-LA-ROCHE		
SAINT-SYMPHORIEN-SOUS-CHOMERAC		4,00%
SAINT-THOME		2,00%
SAINT-VINCENT-DE-BARRES		2,00%
LE TEIL	Secteur droit commun	5,00%
LE TEIL	Secteur 1 (ZA Rhône-Helvie)	2,50%
VALVIGNIERES	Secteur droit commun	5,00%
VALVIGNIERES	Secteur 1	15,00%

Aujourd'hui, suite à la demande de partage de la Taxe d'aménagement avec la CC ARC, il est nécessaire de passer à 2%. Mais comme on le voit sur le tableau on reste en dessous des autres communes environnantes.

Comme l'ont fait les communes voisines, nous allons réfléchir à la mise en place de taux différents en fonctions des aménagements nécessaires. Je vous rappelle que nous avons plusieurs OAP et lotissements prévus dans les années à venir qui représentent aujourd'hui plus de 50 logements et 29 lots à lotir.

Car la commune devra effectuer d'importants travaux (voirie, cheminements piétonniers, espaces, réseaux secs et humides) et aura des conséquences.

Point important : cette augmentation ne va toucher que les nouveaux arrivants pour qui il faut prévoir de nouveaux équipements.

Une étude approfondie sera entreprise pour que nous puissions moduler éventuellement la TA en fonction de ces charges supplémentaires.

Ph. TOUATI

Je rappelle qu'en 2010, on a mis en place le taux minimum pour préserver nos concitoyens. A chaque fois on a essayé de minimiser l'impact sur la population.

Tu proposes une nouvelle taxe or dans ton bilan de mi-mandat tu te vantes de ne pas augmenter les taxes.

Nous estimons que vu les finances de la commune (18 M€), un résultat positif de 11 M€. Pour mémoire Privas c'est un budget de 16 M€. Vu les difficultés des jeunes à s'installer, vu les difficultés des ménages, on estime que cette augmentation n'est pas justifiée actuellement. Il y a-t-il urgence à doubler la taxe d'aménagement aujourd'hui ? Nous allons voter contre. Et j'invite tous les élus à voter contre.

Rachel COTTA

Pourquoi tu as voté la première délibération alors ?

Ph. TOUATI

La CC ARC investit et donc c'est normal qu'une part de la TA lui revienne. Mais Cruas a-t-elle besoin de compenser cette perte tout de suite ?

Ça rapporte entre 8.000 et 30.000 euros.

Rachel COTTA

La TA ne porte pas sur les cruassiens pour les nouveaux aménagements.

Tu as voté le transfert de 1% de la TA à la CC ARC. Et donc la commune recevrait zéro. La moyenne de TA sur 3 ans c'est 17.000 euros. Mais n'oublie que pour chaque lotissement ce sont de nouveaux équipements et des services à prévoir. C'est aux nouveaux arrivants d'en payer une partie. Comme vous l'avez fait auparavant.

Vote à la majorité

DEMANDES DE SUBVENTION POUR LA VIDEOPROTECTION ET LA SECURITE ROUTIERE

Lecture Antoine MADEIRA

Depuis 2021, la nouvelle municipalité a décidé de s'équiper d'un système de sécurité urbaine et a déjà implanté 25 caméras dans 14 zones de la commune.

Afin de compléter le système existant, la commune envisage d'implanter 5 nouvelles caméras dans de nouvelles zones non encore couvertes et d'acquérir des outils logiciels permettant aux forces de sécurité intérieure d'optimiser les recherches.

Lieux d'installation
Carrefour Avenue de la Résistance vers entrée camping 07350 CRUAS
Place R.Cassin Angle parking Ecole privée 07350 CRUAS
Angle Espace Culturel Louis Aragon 07350 CRUAS
Rond-Point Avenue de l'Europe/rue du 19 mars 07350 CRUAS
Environ Mille clubs/City Stade/Centre de de loisirs 07350 CRUAS

De plus, depuis plusieurs années, nombre de cruassiens se plaignent de la vitesse excessive d'automobiles au sein de notre agglomération. Aussi, afin de renforcer la sécurité routière, et en concertation avec la gendarmerie du Teil, nous proposons d'acquérir un cinémomètre afin de pouvoir mesurer la vitesse des véhicules circulant au sein de notre village.

Afin de nous accompagner dans cette politique, Madame le Maire informe que la Région Auvergne-Rhône-Alpes propose une possibilité d'aide aux communes pour l'installation de systèmes de vidéo-protection sur les espaces publics. : Cette aide est de 15 000€ par caméra et 50 000 € par commune et par an.

Par ailleurs, le Département de l'Ardèche a lancé un nouveau dispositif de soutien à l'investissement local des communes dénommé Atout ruralité 07. Le taux maximum d'aide par opération s'élève à 40% dans la limite de 200.000 €. Les investissements en matière de vidéoprotection sont éligibles.

Madame le Maire propose de délibérer afin que la commune puisse bénéficier d'une subvention de la Région Auvergne Rhône-Alpes et du Département de l'Ardèche sur les travaux à engager dans le cadre du marché « Vidéoprotection » signé avec la société SPIE City Networks basée à Montélimar pour un montant prévisionnel de 124.730,64 € HT soit 149.676,78 € T.T.C ainsi que pour l'acquisition d'un cinémomètre laser pour un montant estimé à 4.850 € HT soit 5.820 € TTC. La dépense totale engagée sera donc de 129.580,64 € HT soit 155.496,77 € TTC.

Budget Prévisionnel			
Dépenses	Montant HT	Recettes	Montant HT

		Conseil Régional AURA	50.000 €
		Conseil Départemental 07	50.000 €
Extension réseau vidéoprotection + logiciels	124.730 €		
Cinémomètre	4.850 €	Mairie de Cruas	29.580 €
	129.580 €		129.580 €

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- Décide de solliciter une subvention au taux maximal auprès de la Région Auvergne-Rhône-Alpes et du Conseil Département de l'Ardèche dans le cadre du financement du programme de vidéoprotection de la commune et de sécurité routière, ainsi qu'auprès tout autre co-financier potentiel qui n'aurait pas été identifié à ce jour.
- Autorise Madame le Maire à prendre toute décision et à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération,

Rachel COTTA

Sur ce sujet, nous avons reçu en 2022 une pétition de 156 riverains, des voies - avenues Marcel PAUL, de la Résistance, RD 86, Albert MERCOYROL, Gabriel PERI et Georges CLÉMENCEAU.

La société LAFARGE s'est plaint aussi plusieurs fois pour l'entrée nord.

Et récemment un mail d'une habitante de rue Albert Mercoyrol

Ces plaintes, pour la vitesse excessive dans le village, ont motivé la municipalité de doter la police municipale, d'un équipement de dissuasion : un radar jumelle. Plusieurs devis ont été lancés. Si dans un premier temps un seuil de tolérance sera observé, le policier municipal, accompagné des services de gendarmerie, exercera des contrôles sur le réseau routier communal. Les vitesses excessives seront désormais surveillées et sanctionnées le cas échéant. Nous précisons bien qu'il n'y aura aucune indulgence concernant les verbalisations, y compris, pour ceux ayant signés ladite pétition.

L'insécurité routière concerne souvent les habitants. On répond à une demande. Mais ceux qui seront verbalisés devront payer leur amende.

En parallèle, d'autres dispositifs, type chicane ou mise en sens unique seront étudiés encore, de façon à faire ralentir les automobilistes, sur certains axes plus sensibles.

Vote à la majorité

Une abstention

AVENANT À LA CONVENTION DE CALCUL DES ALLOCATIONS CHÔMAGE D'AIDE AU RETOUR À L'EMPLOI (ARE) AVEC LE CDG07

Régine Cognac

Madame le Maire rappelle qu'une convention avec le CDG 07 a été établie, suite à la délibération n°2021-40 du 3 juin 2021, afin de traiter les demandes d'allocations chômages des anciens agents de la commune privés d'emploi.

L'objectif de ce service est de traiter juridiquement et techniquement à la place des collectivités en situation d'auto-assurance, les demandes d'allocations chômage.

La prestation inclut :

- Étude et simulation du droit initial à indemnisation chômage
- Étude du droit en cas de reprise ou de réadmission à l'indemnisation chômage
- Étude de cumuls de l'allocation chômage et de l'activité réduite
- Étude de réactualisation des données selon les délibérations de l'UNEDIC.

Cette convention prenant fin au 31 décembre 2022, Madame le Maire propose que cette convention soit renouvelée par avenant pour la période du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2024.

Madame le Maire vous propose :

- D'APPROUVER l'avenant à la convention de calcul des allocations chômage d'aide au retour à l'emploi (are) avec le CDG 07;
- D'AUTORISER Madame le Maire à signer l'avenant à ladite convention ci-annexée;
- DE DONNER pouvoir à Madame le Maire pour toutes les démarches et signatures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Vote à l'unanimité

Décision Modificative n°1 – Budget Assainissement

Dominique JARNIAS

Madame le Maire informe que les décisions modificatives sont destinées à procéder, en cours d'année, après le vote du Budget Primitif, à des ajustements comptables.

Ainsi, suite à des erreurs de facturation, pratiqués sur certains abonnés non raccordés, il y a lieu de modifier les factures d'assainissement de ces mêmes abonnés.

Les factures à corriger ayant fait l'objet d'un titre de recette sur l'exercice comptable 2022, la correction de ces dernières engendrera une charge sur le budget de fonctionnement 2023.

Le vote du budget primitif 2023, ne permet pas à ce jour de corriger lesdites factures. Il convient donc de revoir la répartition budgétaire des dépenses de fonctionnement afin de procéder à ces corrections.

Il y a donc lieu d'effectuer la décision modificative suivante :

SECTION FONCTIONNEMENT

Dépenses		Recettes	
Chapitre - Article	Montant	Chapitre - Article	Montant
Chapitre 011 - Charges à caractères générales			
Compte 61528 "Entretien et réparation sur autres biens immobiliers"	- 600,00 €		
Chapitre 67 - Charges exceptionnelles			
Compte 673 Titres annulés (sur exercices antérieurs)	600,00 €		
Total Dépenses	0,00 €	Total Recettes	0,00 €

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,
Sur proposition de Madame le Maire,

- Approuve les modifications précitées en section de Fonctionnement sur le Budget Assainissement 2023
- Donne pouvoir à Madame le Maire pour toutes les démarches et signatures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Vote à l'unanimité

Question(s) de l'Opposition

Pas de question.

Avant de clôturer ce conseil je vous rappelle :

- L'inauguration du parcours santé demain vendredi 16-06 à 18h
- La cérémonie du 18 juin dimanche à 11h au monument (car je ne vous ai pas vu le 30 avril pour certains)
- La cérémonie de la remise des diplômes de la préparation marine aux cadets de Valence le samedi 24 juin le matin avec des stands et animations des CIRFA marine terre et gendarmerie
- La réunion publique sur l'extinction de l'éclairage public le mercredi 28 juin avec le SDE07 à 18h

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est clôturée à 19h39

Mme Rachel COTTA Maire de Cruas	Mme Sandrine QUINTERO Secrétaire de séance
------------------------------------	---